

MAIS OÙ EST JACQUES VERGÈS ?

samedi, 5 janvier 2008 | par **Laurent Léger**

Mais où est Jacques Vergès ? Etonnement général après la mise en examen de **Paul Barril** dans le cadre du cercle de jeux Concorde. Pas de **Jacques Vergès**, son avocat historique, dans les parages pour assurer la défense de l'ancien gendarme de l'Elysée. Et pour cause : il est lui aussi cité dans le dossier. C'est Vergès qui aurait présenté le banquier suisse **François Rouge**, l'un des principaux investisseurs dans l'affaire, à Paul Barril, pour que ce dernier l'aide à se rétablir dans ses « *droits* » au cercle Concorde contre une concurrence légèrement agressive. Aujourd'hui Rouge est incarcéré à la prison des Baumettes dans le dossier, Barril aussi. Pas surprenant que Vergès évite cette belle région...

L'élection de Santini validée. Gros ouf de soulagement pour l'ami **André Santini**, toujours sous-ministre du gouvernement **Fillon** malgré sa mise en examen : il a sauvé son élection de juin dernier à l'Assemblée nationale. Le Conseil constitutionnel n'a rien trouvé à redire à l'étrange facture de campagne qu'il a présenté concernant son véhicule de campagne, une voiture à gaz, le 20 décembre dernier. *Bakchich* avait longuement évoqué et disséqué le sujet. Bref les sages se sont semble-t-il endormis. Faisant au moins deux heureux, André Santini donc et **Frédéric Lefebvre**, son suppléant, qui a hérité de son siège. Au moins l'année commence bien pour quelques-uns...

Tunisie : grèves de la faim dans les prisons. Au moins trois prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim dans les geôles du président **Ben Ali**. C'est le cas du journaliste **Slim Boukhdir**, qui proteste contre ses conditions de détention : enfermé dans une cellule sans lumière, il n'a pas le droit de voir son avocat. Le correspondant du journal pan-arabe *Al Quds Al Arabi* et correspondant du site internet de la chaîne de télévision Al Arabiya paie ses écrits audacieux dénonçant la corruption des familles dirigeantes et la fraude généralisée au sein de l'Etat tunisien. Le docteur **Sadok Chourou**, ancien président du mouvement islamiste Ennahda, refuse lui aussi de s'alimenter. Embastillé depuis 1991 et sauvagement torturé, il demande à ce que sa famille ne soit plus harcelée par les autorités. Enfin, **Makhlouf Bouraoui**, dirigeant d'Ennahda, exige sa libération. Condamné à la prison à perpétuité, il a été tellement torturé qu'il souffre d'une fracture de la colonne vertébrale.